

Présentation. Forum Fiscale Africain de 2013- Construire des finances publiques durable dans un monde incertain

Les subventions à l'énergie et la réforme du secteur

David Sislen, chef de secteur du développement durable

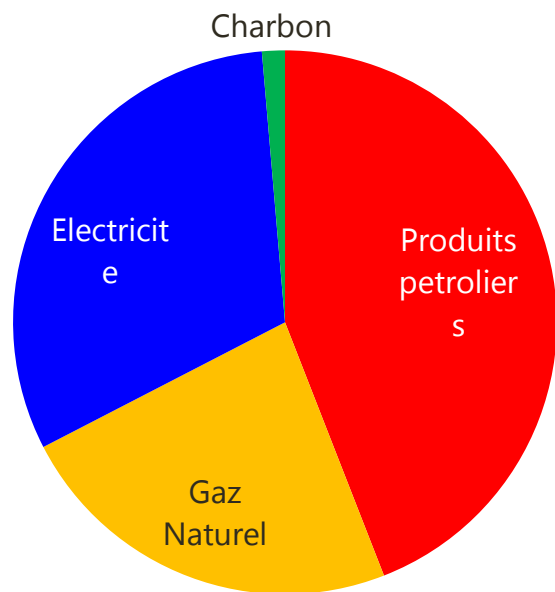
Banque Mondiale

15 Mars 2013

Les subventions à l'énergie: un aperçu

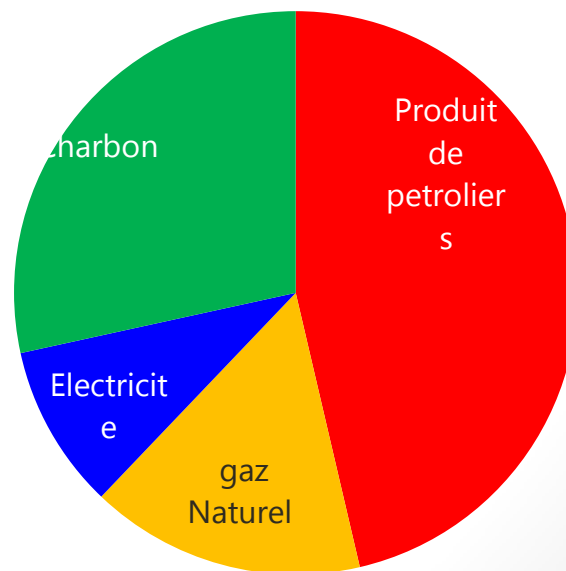
- Le pétrole et l'électricité dominent les subventions des avant-impôts, tandis que les subventions au charbon sont négligeables
- Les subventions après-impôt sont quatre fois plus grandes que les subventions avant-impôts, avec plus d'un quart du charbon
- l'après impôt inclut la valeur des externalités de carbone dans le coût de référence contre lequel la valeur de la subvention est estimée.

Avant Tax: \$480 billion (0.7% GDP, 2.1% revenue)



Source: IMF 2013

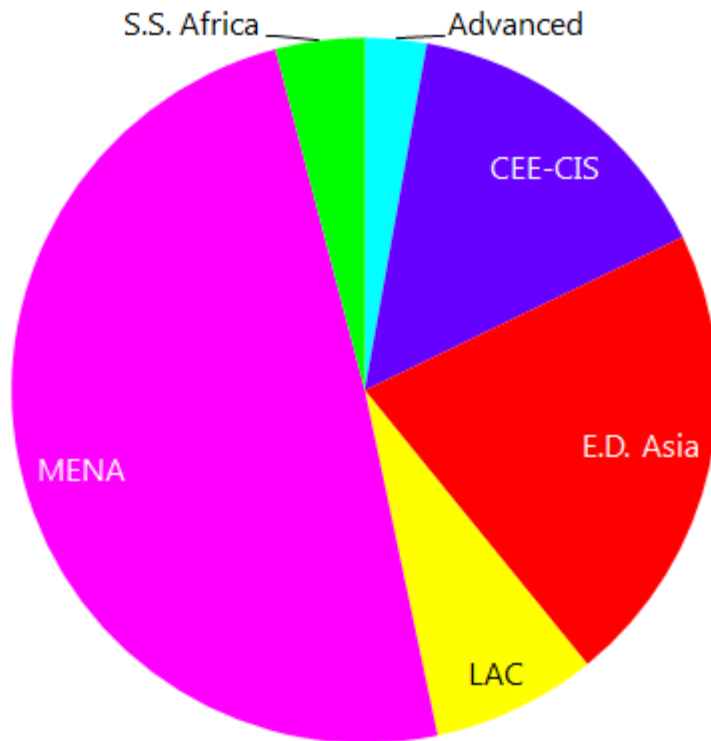
Après-Tax: \$1.90 trillion (2.7% GDP, 8.1% revenues)



Source: IMF 2013

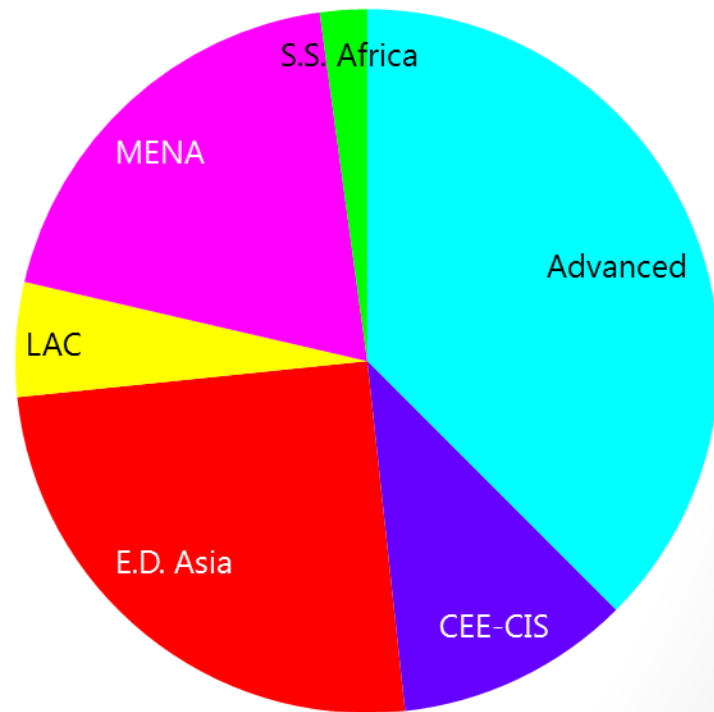
Près de la moitié des subventions avant impôts sont de la région MENA et des économies avancée, elles représentent 40% des subventions après impôt.

Avant-Tax: \$480 billion (0.7% GDP, 2.1% revenus)



Source: IMF 2013

Après-Tax: \$1.90 trillion (2.7% GDP, 8.1% revenus)



Source: IMF 2013

Quelles sont les subventions?

Une typologie

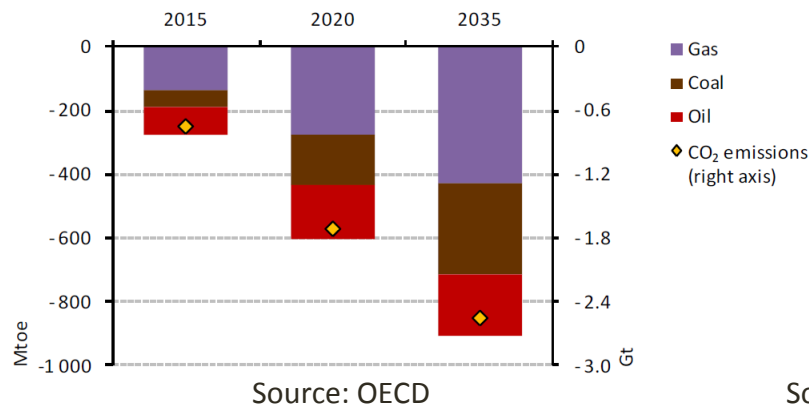
Figure

		Statutory or Formal Incidence (to whom and what a transfer is first given)								
		Production							Direct consumption	
		Output returns	Enterprise income	Cost of intermediate inputs	Costs of Production Factors				Unit cost of consumption	Household or enterprise income
					Labour	Land	Capital	Knowledge		
Transfer Mechanism (how a transfer is created)	Direct transfer of funds	Output bounty or deficiency payment	Operating grant	Input-price subsidy	Wage subsidy	Capital grant linked to acquisition of land	Capital grant linked to capital	Government R&D	Unit subsidy	Government-subsidized life-line electricity rate
	Tax revenue foregone	Production tax credit	Reduced rate of income tax	Reduction in excise tax on input	Reduction in social charges (payroll taxes)	Property-tax reduction or exemption	Investment tax credit	Tax credit for private R&D	VAT or excise-tax concession on fuel	Tax deduction related to energy purchases that exceed given share of income
	Other government revenue foregone	Reduced resource-rent tax		Under-pricing of a good, government service or access to a natural resource		Under-pricing of access to government land; reduced royalty payment		Government transfer of intellectual property right	Under-pricing of access to a natural resource harvested by final consumer	
	Transfer of risk to government	Government buffer stock	Third-party liability limit for producers	Provision of security (e.g., military protection of supply lines)	Assumption of occupational health and accident liabilities	Credit guarantee linked to acquisition of land	Credit guarantee linked to capital		Price-triggered subsidy	Means-tested cold-weather grant
	Induced transfers	Import tariff or export subsidy	Monopoly concession	Monopsony concession; export restriction	Wage control	Land-use control	Credit control (sector-specific)	Deviations from standard IPR rules	Regulated price; cross subsidy	Mandated life-line electricity rate

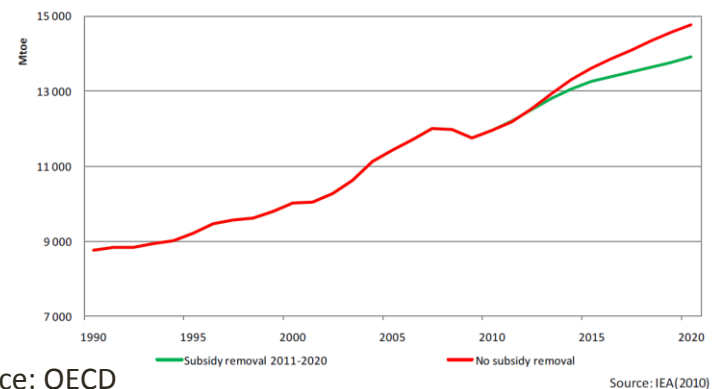
Subventions: Justification et conséquences involontaires

- Justifications: la couverture sociale, la création d'emplois, le développement économique, la sécurité énergétique
- Des conséquences inattendues: exode fiscal, la recherche de rente et les malversations, ce qui décourage l'utilisation rationnelle (consommation non économique), et de se concentrer de toute évidence récente sur les émissions de GES
- AIE estime que la suppression des subventions aux combustibles fossiles: chute de 6,9% des émissions de CO₂ d'ici à 2020, baisse de 10% d'ici 2050
- Analyses de l'OCDE (2009): si les pays qui subventionnent la consommation d'énergie a entrepris une élimination unilatérale, ils enregistreraient des gains de revenus réels (à partir allocation plus efficace des ressources entre les secteurs). Une suppression multilatérale des subventions entraînerait une baisse des prix mondiaux des combustibles, mais moins réels gains de PIB (gagnants et perdants)

Impact de la consommation de carburant fossile Subvention de phase sur la demande énergétique mondiale et les émissions de CO₂



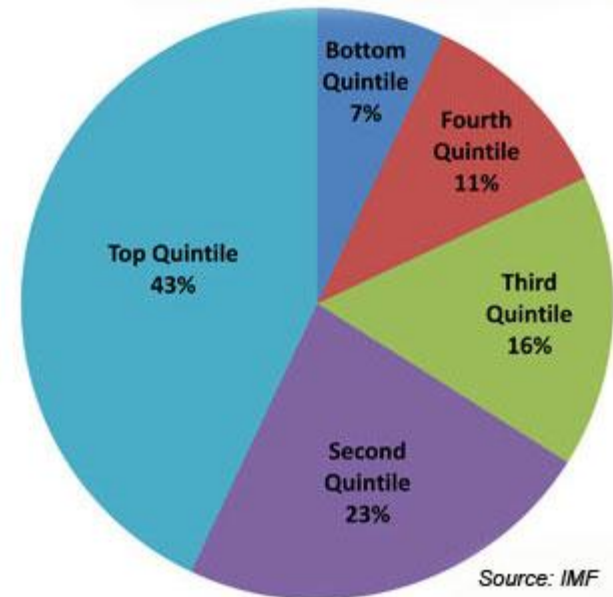
Impact de la subvention de phase sur la demande d'énergie mondiale



Les subventions énergétiques sont souvent mal ciblées

- Les subventions des fossiles combustibles sont souvent régressives, se sont les riches qui bénéficient plus que les pauvres . Le remplacement de subventions à la consommation avec un soutien ciblé pour les pauvres atteint les personnes qui ont besoin le plus tout en évitant le gaspillage dans le budget national. En règle générale 40% de la distribution des revenus reçoit 15-20% des subventions.
- Les plus grands bénéficiaires de subventions pour les fossiles combustibles ne sont pas les pauvres. Une étude récente du FMI sur les subventions aux fossiles combustibles au niveau mondial a déterminé que 20% des richards de la population reçoit une part disproportionnée de 43% de la prestation de subventions aux fossiles combustibles, tandis que les 20% ne reçoit que 7%. En fait, les plus pauvres qui sont 60% de la population n'ont toujours pas obtenu des avantages autant que les richards. **Dans l'étude du secteur de l'électricité pour 37 pays, (Komives, et al 2007), seulement 7 cas ont eu une distribution progressive.**
- FMI: le coût du transfert de 1 \$ pour les 20% de la population par l'intermédiaire de subventions à l'essence est de 33 \$.

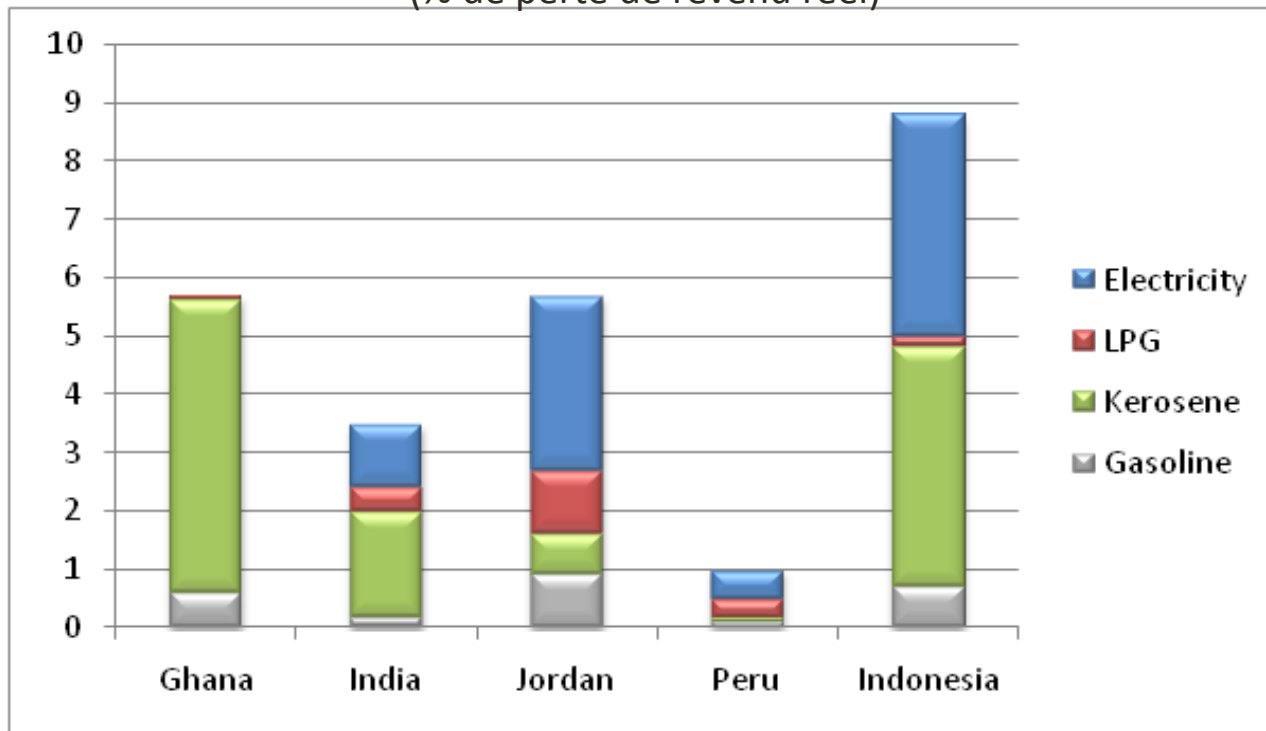
Fossil Fuel Subsidy Allocation
By Income Quintile
(Average across 20 countries)



Bien que les pauvres bénéficient moins de subventions, ils les retirent relativement beaucoup plus

L'impact proportionnel sur la suppression des subventions peut être énorme pour les pauvres (les estimations montrent que l'élimination au Yémen des subventions au pétrole augmenterait la pauvreté de 8%; au Maroc de 5%). Ainsi, l'atténuation est extrêmement importante.

L'Impact du bien-être sur la suppression des subventions de carburant
(% de perte de revenu réel)

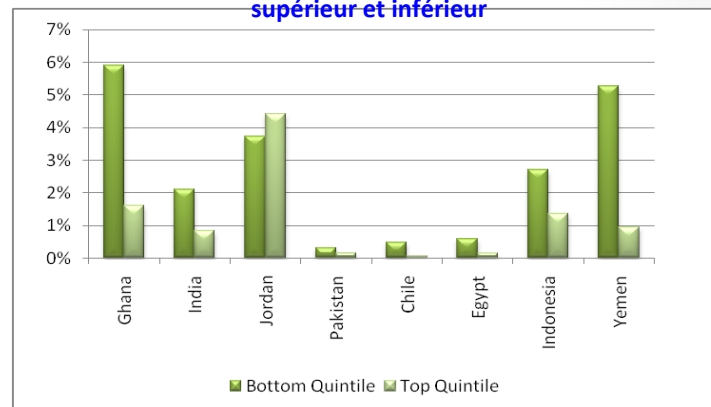


Source: Vagliasindi, (2012)

Des subventions différentes, des impacts différents

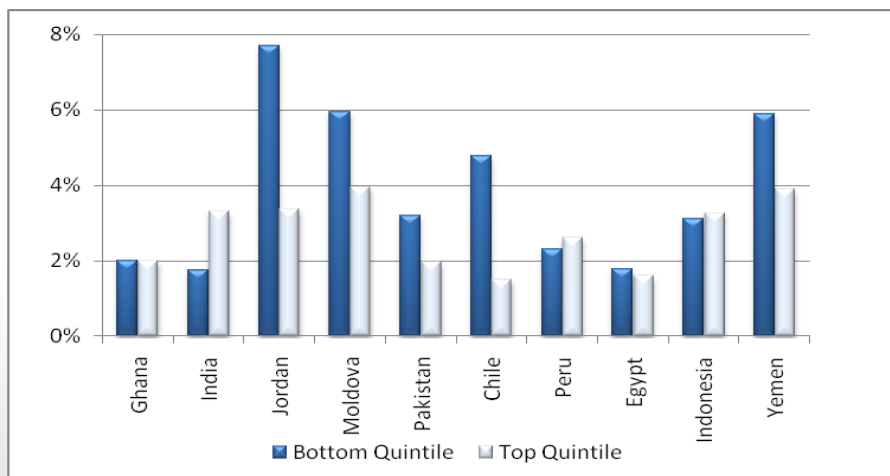
- Les subventions universelles aux prix de l'énergie bénéficient presque toujours des revenus élevés des loyers plus que les pauvres.
- Les subventions à l'essence, le diesel et le GPL sont faiblement ciblées pour les pauvres, en particulier dans les pays à faible revenu
- Le Kérosène une histoire plus nuancée (si une fuite de carburant diesel de mélange)
- Les subventions à l'électricité en général a des approches régressives et tarifaire peut être beaucoup plus efficace (lignes de vie, les subventions croisées, mais avec des réserves)
- Les nets de la sécurité sociale peuvent aider à compenser les coûts sociaux de la réforme des subventions (mais nécessitent une forte administration)

Dépenses du kérosène (% du revenu), entre le quintile supérieur et inférieur



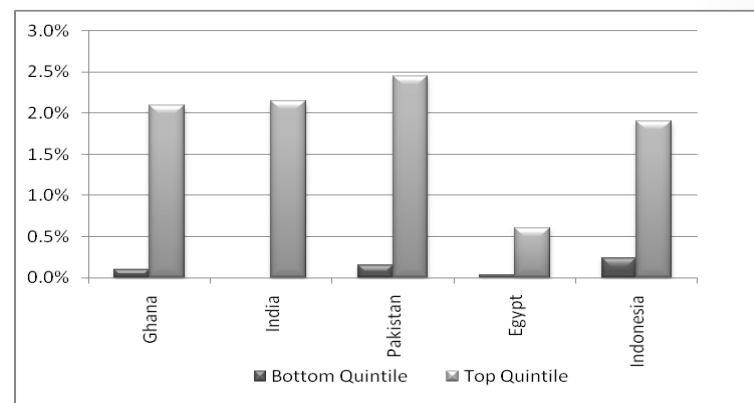
Source: Vagliasindi, (2012)

Les dépenses d'électricité (% du revenu), selon le quintile supérieur et inférieur



Source: Vagliasindi, (2012)

Dépenses d'essence (% du revenu), entre le haut et quintile inférieur



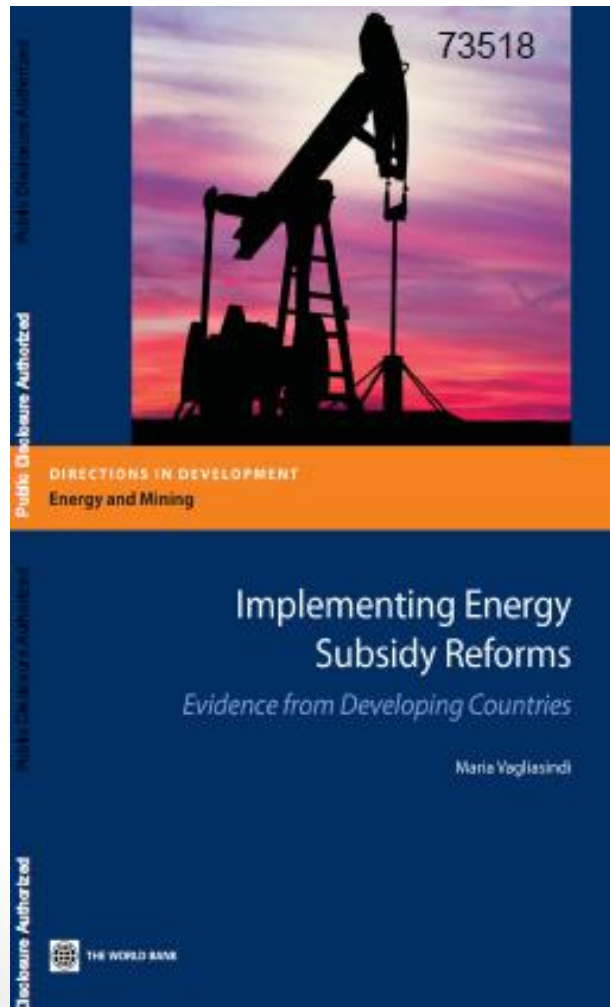
Source: Vagliasindi, (2012)

Les subventions et les coûts d'opportunité fiscales

Pays	Subventions (% PIB) 2008	Les subventions de carburant: dépenses publiques de santé
Angola	2.5	170%
Burkina Faso	1.0	24%
Cameroon	1.0	22%
Cape Verde	0.0	0%
Gabon	1.7	57%
Mauritanie	0.1	6%
Mauritius	0.5	23%
Nigeria	2.0	168%
Senegal	1.3	77%
Sudan	1.6	112%

Source: Banque Mondiale

Mise en œuvre des réformes de subventions énergétique: Résultats de l'analyse de la récente BM.



		Net Energy Importer	Net Energy Exporter
Faible et plus faible revenu		Groupe A	Groupe C
	AFR	Ghana	Nigeria
	EAP		Indonesie
	ECA	Arminie, Moldova	Azerbaïdjan
	MNA	Moroc, Jordanie	Egypt, Iran, Yemen
	SAR	Inde, Pakistan	
Revenu Moyen et élevé		Group B	Group D
	EAP		Malaysie
	ECA	Turkie	
	LAC	Chilie, Dominican Rep., Peru	Argentine, Mexique

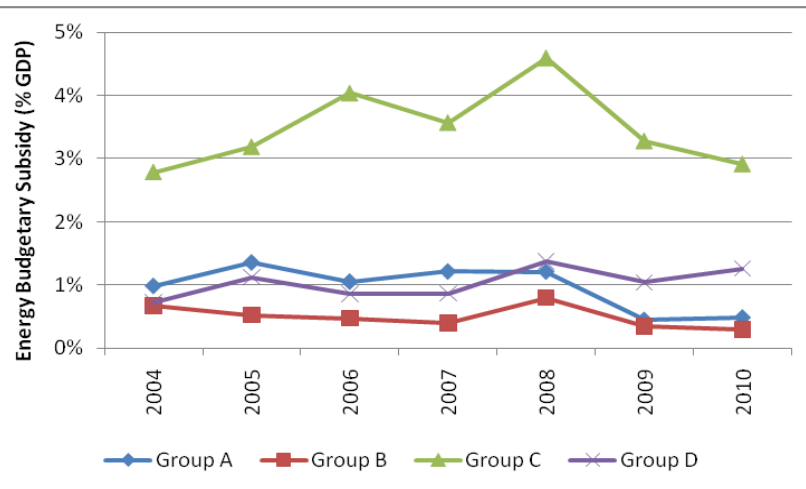
La réforme des subventions de l'énergie et la charge budgétaire

Dans les pays étudiés, les subventions énergétiques budgétaires explicites ont été réduits en moyenne de 1,8% à 1,5% du PIB, la réduction la plus importante pour les importateurs nets d'énergie (groupes A et B)

Les pays en développement continuent d'utiliser les subventions implicites, qui sont plus difficiles à mesurer.

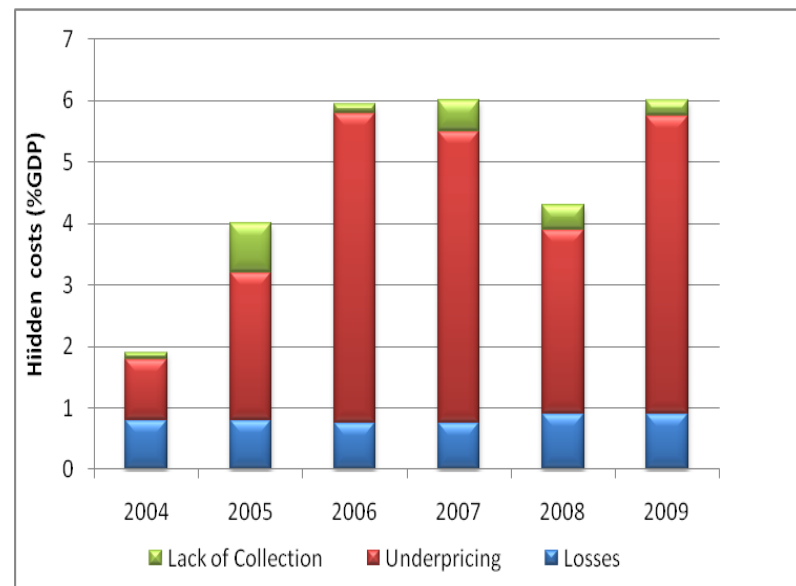
Les coûts cachés provenant de l'inefficacité due à un sous-collection et les pertes non comptabilisées dans plus de la sous-évaluation sont plus difficiles à éliminer. Toutefois, ceux-ci ont généralement diminué au fil du temps, suite à des réformes plus larges et une meilleure gouvernance.

Les subventions énergétiques budgétaires explicites



Source: Vagliasindi, (2012)

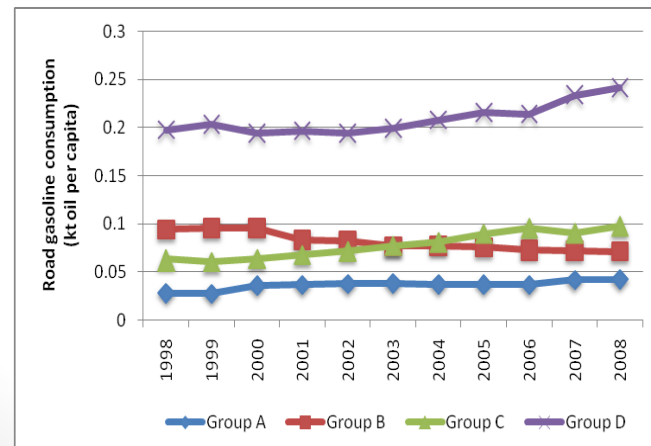
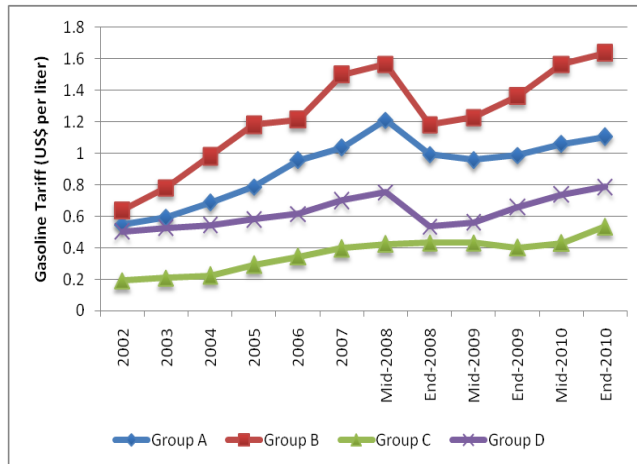
Prix caches: Ghana



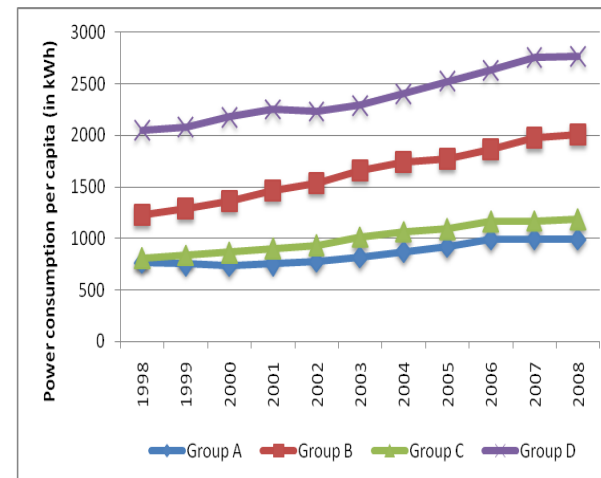
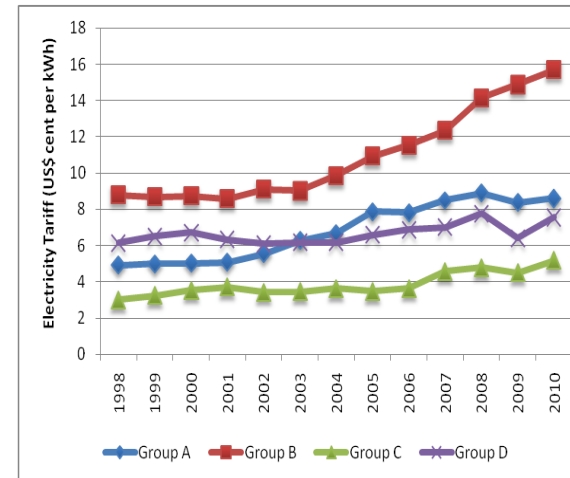
Source: Vagliasindi, (2012)

Réforme des subventions énergétiques ont eu peu d'impact sur la consommation d'énergie retenue

En dépit des augmentations tarifaires de l'essence considérable (et diesel) dans tous les pays du groupe (en particulier pour les importateurs nets d'énergie) la consommation d'essence dans le secteur routier a généralement augmenté au fil du temps (à l'exception notable du groupe B, ce qui représente plus faibles revenus importateurs nets d'énergie).



En dépit de considérables augmentations de tarifs d'électricité (en particulier pour les importateurs nets d'énergie) la consommation d'énergie a augmenté de façon constante, alimentée par la hausse du PIB par habitant pour tous les groupes de pays



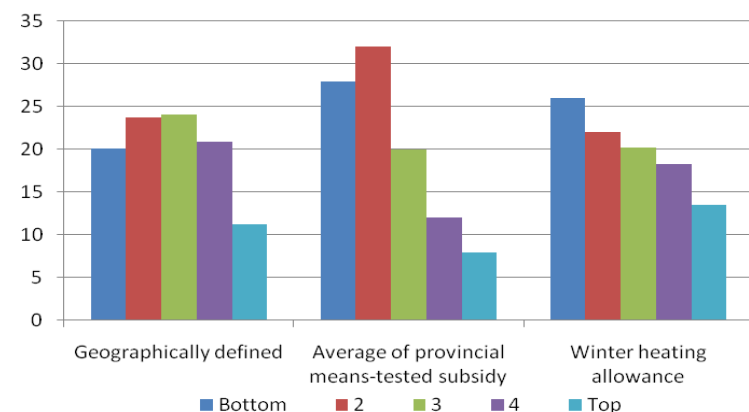
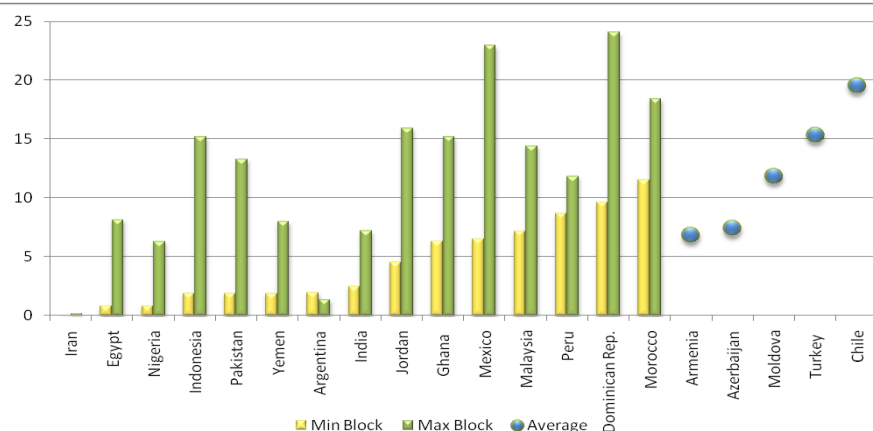
Améliorer les impacts de la réforme de la pauvreté:

Les nets de sécurité sociale et les mécanismes de ciblage

Tarifs minimaux peuvent offrir l'avantage d'une couverture beaucoup plus élevée dans les pays à revenu intermédiaire que les autres programmes ciblés, mais elles entraînent un coût relativement élevé de la mise en œuvre.

Les variables de ciblage géographiques ou socio-économiques peut également être utilisé. Une autre approche consiste à remplacer les subventions à la consommation grâce à des subventions de connexion. Les simulations montrent que les subventions de connexion conçus pour atteindre une majorité de la population vivant non desservies dans les domaines liés au réseau, sont supérieurs aux subventions à la consommation et dans la plupart des cas sont aussi progressives.

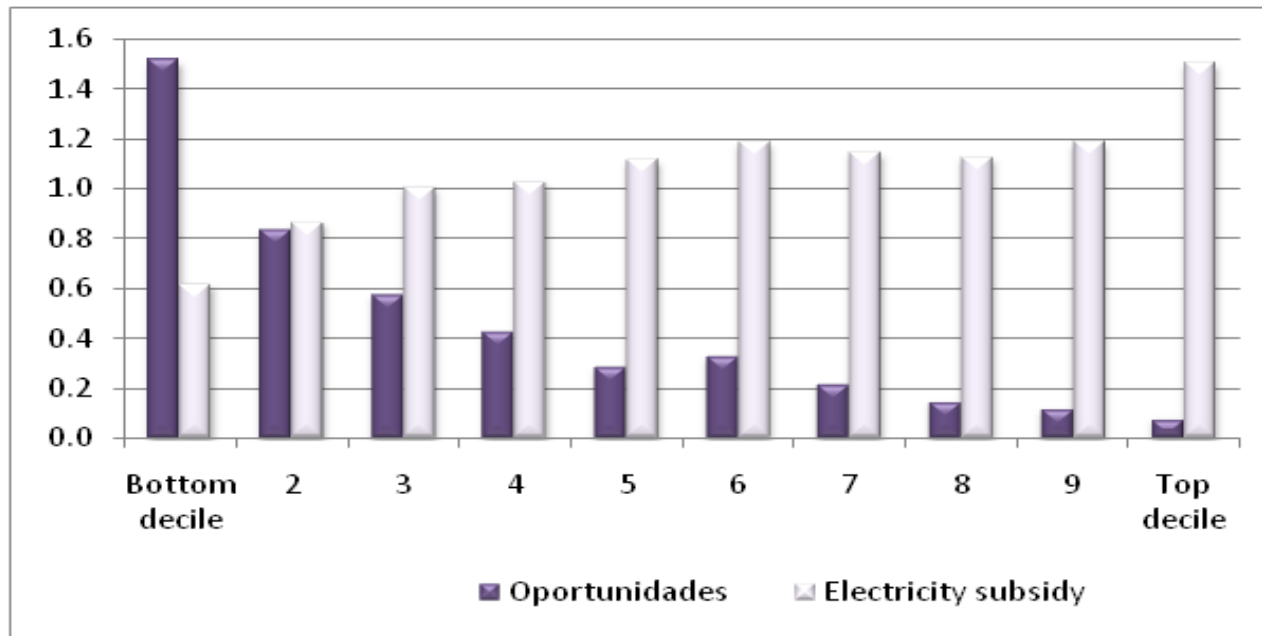
Tarifs minimaux dans les pays selectiones



Source: Komives et al. (2007)

Améliorer les impacts de la réforme de la pauvreté: Transferts en espèces

Oportunidades au Mexique est le programme principal du gouvernement de lutte contre la pauvreté en utilisant des transferts en espèces aux foyers liés à la fréquentation scolaire régulière et visites aux cliniques de santé. En 2007, une composante énergétique a été ajoutée.



Source: ENIGH (2008)

Les transferts en espèces sont considérées en général progressistes, vis-à-vis des subventions qui sont très régressives. Cependant, la mise en œuvre des transferts ciblés peut être difficile. Leur efficacité et l'efficacité dépendent de la méthode de ciblage et de la capacité administrative.

Améliorer les impacts de la réforme de la pauvreté:

Informer les mesures publiques et ponctuelles compensatoires

- En **Jordanie**, le salaire minimum a été augmenté, avec des fonctionnaires mal payés qui touchent des hausses salariales plus élevées que les autres employés que des mesures palliatives, est largement considéré comme réussi à faire face aux augmentations de prix. Un tarif minimal d'électricité pour ceux qui utilisent moins de 160 kWh par mois a été maintenu. Un one off compensation pour la non pauvres a également été mis en place. Avec la réforme des subventions, des mesures visant à la substitution des combustibles et l'efficacité énergétique ont également été mises en œuvre.
- Dans le cas du **Ghana**, des économies budgétaires de subventions aux carburants ont été dirigés vers l'atténuation d'une pauvreté contrôlable. En outre, les investissements prévus dans la fourniture de l'expansion massive du transport urbain a été accéléré et le système d'électrification rurale existante a été élargie.

Assurer la pérennité de la politique de subvention par le biais de réformes sectorielles plus larges

- Lorsque la qualité des services d'électricité est faible, en s'engageant dans des réformes plus larges pour améliorer le service avant que la réforme des subventions énergétiques donne de la crédibilité et améliore la volonté des consommateurs de payer les prix non subventionnés.
- Des mesures telles que la facturation et l'amélioration de la collecte des paiements, et l'amélioration de la qualité de service peut procéder à des augmentations tarifaires plus acceptable que les subventions sont supprimées.
- Améliorer l'efficacité énergétique contribuera également à réduire les coûts sociaux potentiels de la suppression des subventions aux consommateurs.
- Plus généralement, la rationalisation de la combinaison de carburant pour l'électricité et les transports et décourager le transport privé en faveur des transports en commun peut aider à soutenir les réformes, tout comme la hiérarchisation des charges de structure qui profitent les dépenses pauvres (y compris sectoriel des routes et des systèmes d'électrification rurale, mais aussi sociale, y compris la santé et l'éducation).